



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Avec Philippe Poutou - Élection présidentielle 2012
- WWW.POUTOU2012.ORG

AUX CAPITALISTES DE PAYER LEURS CRISES !

Nos vies valent plus que leurs profits !

Un programme d'urgence anticapitaliste

AUX CAPITALISTES DE PAYER LEURS CRISES!

- 1.** Un monde en crise profonde PAGE 5
- 2.** Dégageons Sarkozy ! PAGE 8
- 3.** Quatre mesures d'urgence PAGE 11

UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE

- 1.** Nos emplois, notre travail, pas leurs profits ! PAGE 13
- 2.** Prendre l'argent là où il est ! PAGE 15
- 3.** Nos services publics ne sont pas à vendre ! PAGE 17
- 4.** Démocratie et culture PAGE 19
- 5.** Pour sauver la planète, il y a urgence ! PAGE 21
- 6.** Garantir l'égalité des droits ! PAGE 22
- 7.** Contre le racisme et l'impérialisme PAGE 24
- 8.** Jeunes : nous ne serons pas la génération sacrifiée PAGE 26

CHANGER LE MONDE

- 1.** Pour un socialisme du 21^e siècle PAGE 28
- 2.** Un projet européen et internationaliste PAGE 29
- 3.** Organisons-nous ! PAGE 30



Le taux de chômage en France a atteint 10 %. Il y a maintenant 4,5 millions de chômeurs, 1,3 million de plus depuis 2008. Les conditions de travail se dégradent à grande vitesse, et le pouvoir d'achat se réduit avec l'augmentation des prix et la stagnation des salaires. Le nombre de pauvres en France a atteint 8,2 millions en 2009.

En Grèce, où la crise économique a quelques pas d'avance, un tiers de la population vit dans la pauvreté, le nombre de SDF explose, certains salaires ont diminué de 40 %.

Tout cela n'est pas une fatalité, c'est le résultat de politiques et d'une crise du capitalisme qui nous menace tous.

Alors que l'économie entrait en récession, les capitalistes ont fait le choix de maintenir à tout prix leurs profits en décidant de licencier et de maintenir des salaires bas...

La crise est le produit d'une situation folle. Alors que l'économie entrait en récession, les capitalistes ont fait le choix de maintenir à tout prix leurs profits en décidant de licencier et de maintenir des salaires bas, de prêter massivement aux populations et aux États à des taux usuriers. Au lieu d'investir cet argent, ils ont préféré



Alors, oui, nous pensons qu'il y a de l'argent pour sortir de la crise, qu'il y a des richesses pour organiser l'économie et le monde autrement. C'est le sens de la campagne de Philippe Poutou.

le placer dans la finance. Le résultat était inévitable : les populations et les pays les moins puissants ne peuvent plus payer, l'argent investi dans la finance a perdu sa valeur puisqu'il ne correspondait à rien, et l'économie s'effondre.

Les capitalistes et les gouvernements ont accéléré la crise par des mesures antisociales. En Grèce, les salaires et pensions de retraites ont été diminués de 17 %, la TVA a été augmentée de 4 %, les services publics ont été privatisés.

En France, la réforme des retraites, l'augmentation de la TVA, les suppressions de postes dans la fonction publique et les licenciements contribuent à faire payer la crise aux classes populaires.

Le bilan du gouvernement Sarkozy est un développement des inégalités, une dégradation des conditions de vie. L'objectif pour les capitalistes est d'utiliser la récession pour découpler l'exploitation, en espérant que cela relancera les profits.

Pour faire passer la pilule, un discours nationaliste est utilisé : il faudrait sauver l'économie française, taxer les importations, laisser les Grecs se débrouiller, expulser les étrangers. C'est une vaste arnaque ! Mettre en concurrence les travailleurs de différents pays, faire croire que c'est l'étranger qui est le danger ne peut avoir qu'un objectif : faire baisser les salaires de tous.

Parallèlement la folie du capitalisme, révélée par la catastrophe nucléaire de Fukushima ou les tentatives d'exploiter le gaz de schiste, mène la planète à la ruine. Les gaspillages du capitalisme poussent au développement de moyens de production énergétique mortifères. Le réchauffement climatique provoque une montée des eaux et des modifications des climats qui sont une catastrophe pour des régions entières du globe.

Et pourtant, les richesses existent.

Au premier semestre 2011, les profits des entreprises du CAC 40 ont augmenté de près de 10 %, à 46 milliards d'euros. Au premier plan, Total, Renault, EDF et GDF-Suez, Vivendi, la BNP et France Télécom... La production mondiale s'établit à 70 000 milliards de dollars et à 2 800 milliards de dollars en France...

Alors, oui, nous pensons qu'il y a de l'argent pour sortir de la crise, qu'il y a des richesses pour organiser l'économie et le monde autrement. C'est le sens de la campagne de Philippe Poutou.

AUX CAPITALISTES DE PAYER LEURS CRISES!

1. UN MONDE EN CRISE PROFONDE

La crise du système capitaliste est globale : crises bancaire et financière, dette, récession et austérité provoquent licenciements, chômage et insécurité sociale ; crise alimentaire, guerres et pillages impérialistes ; catastrophes nucléaires, changement climatique, crise énergétique, pollution... Toutes ces crises se combinent et s'aggravent mutuellement.

Récession sans fond dette sans fin

Le gonflement du crédit a permis de doper un système capitaliste à bout de souffle pour continuer à produire, à consommer, à faire du profit. L'éclatement de la bulle immobilière et la crise des subprimes aux États-Unis en 2007 ont dévoilé le caractère « pourri » du bilan des

Les subventions aux banques, les plans de « relance » ont transféré l'endettement des banques aux États.

banques et provoqué une cascade de faillites. Des sommes colossales ont alors été versées aux banques, prélevées sur les classes populaires par des plans d'austérité violents.

Ces choix aggravent les déficits publics, déjà creusés par des années de politiques de réduction des prélèvements sur les profits et les hauts revenus. Les subventions aux banques, les plans de « relance » ont transféré l'endettement des banques aux États. Les marchés exigent des taux d'intérêts de plus en plus élevés et la spirale infernale ne s'arrête plus : il est toujours plus difficile de rembourser.

Le fardeau de la dette pesait déjà lourdement sur les Pays du Sud. Il s'étend maintenant à des pays qui pouvaient se croire préservés.

Le financement massif des banques par le public a reporté les échéances. Mais le défaut de la dette grecque jette le soupçon sur d'autres États, entraînant la hausse des taux d'intérêts, ouvrant la possibilité d'un effondrement en chaîne des banques, notamment allemandes et françaises. La mise sous tutelle de l'Italie est un signal très important, car l'Italie est une économie bien plus forte que la Grèce dans le marché mondial.

Le système est au bord de la faillite parce qu'à la différence de 2008, les États sont surendettés et sont devenus la cible principale de la spéculation. Ils peuvent donc difficilement mettre en place de nouveaux pare-feux face à une nouvelle crise.

En même temps, le système se dirige tout droit vers une récession. La crise de la dette des États a fini par entraîner une crise globale du secteur bancaire, aggravant celle de l'ensemble de l'activité économique... Les effets dopants de l'intervention de l'État en 2008 pour sauver le système ont fait long feu.

Le fardeau de la dette pesait déjà lourdement sur les Pays du Sud. Il s'étend maintenant à des pays qui pouvaient se croire préservés.

C'est le capitalisme qui est en crise

La crise actuelle est le résultat de l'essoufflement du système. La concurrence entre les grandes puissances et avec les pays dits émergents a fini par aboutir une situation absurde mais classique : les capitalistes produisent beaucoup trop dans les secteurs-clés alors que des millions de personnes sont dans le besoin. La seule solution pour les possédants est de présenter la facture aux peuples. Elle est financière, sociale et écologique car la recherche du profit impacte tous les aspects de nos vies.

La surexploitation des travailleurs réduit le pouvoir d'achat et développe le chômage. Les privatisations et la volonté de faire des économies conduisent à la faillite des systèmes de protection sociale.

La même fuite en avant conduit à une gestion folle des ressources naturelles, notamment à l'exploitation jusqu'au bout des ressources non renouvelables. Cela donne des choix aberrants tels que l'exploitation des gaz et huiles de schiste, le développement du nucléaire malgré des catastrophes régulières, un mouvement mondial d'accapement de terres fertiles pour des cultures spéculatives au mépris du droit élémentaire des populations à se nourrir...

Les classes populaires, vivant dans un environnement dégradé,

avec des salaires moins élevés et des périodes de chômage, devront s'acquitter d'une hausse des factures d'énergie et des prix des denrées alimentaires et devront payer pour subventionner les banques et contenir les déficits publics. C'est donc bien une double facture, sociale et environnementale, que les capitalistes présentent aujourd'hui aux peuples.

La crise est mondiale mais l'Europe est dans l'œil du cyclone

Le capitalisme européen est en train de perdre le rôle dominant qu'il a occupé, seul puis avec les États-Unis, pendant plusieurs siècles. La brutalité des politiques d'austérité vise à contraindre les salariés à s'adapter au marché mondial de la force de travail.

L'incapacité des bourgeoisies européennes à unifier l'Europe les prive d'un plan de résistance à la crise. Les divergences s'exacerbent entre les différents pôles de l'Union européenne, entre le cercle riche du nord, autour de l'Allemagne, et la périphérie du sud de l'Europe et de l'Irlande.

Les marchés financiers ne s'embarassent en général pas de démocratie, mais aujourd'hui les apparences ne sont même pas maintenues. Les chefs de gouvernement sont nommés en Italie et en Grèce directement par les agences de notation. Les plans

d'austérité sont dictés à la virgule près par la troïka composée de l'UE, la Banque centrale européenne et le FMI.

Les dirigeants français et allemands veulent imposer le « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » (TSCG) dans la zone euro. Au cœur du projet, il y a l'idée de « sanctions automatiques » envers les pays membres de l'UE. Il s'agit d'imposer à chaque État un carcan budgétaire pour contraindre les populations à accepter des politiques d'austérité.

La Commission européenne, la BCE et le FMI prendront la décision d'accorder ou refuser un prêt et, ensuite, les pays ne pourront que payer sans même consulter les parlements. Tout versement sera assorti de taux d'intérêts qui s'apparentent à du vol. Ces choix politiques autoritaires sont totalement assumés par les partis de droite et d'extrême droite qui participent aux gouvernements et tout en diffusant des poisons racistes et chauvins, l'illusion que chacun, dans son pays, pourrait trouver une solution à une crise qui est mondiale.

Les marchés financiers ne s'embarassent en général pas de démocratie, mais aujourd'hui les apparences ne sont même pas maintenues.

2. DÉGAGEONS SARKOZY...

Réformes des retraites, stagnation voire réduction des salaires alors que les prix augmentent, déremboursement des médicaments, privatisations dans les hôpitaux, licenciements et suppressions de postes, chômage partiel, augmentation du « délai de carence », augmentation de la TVA, faillites d'universités et de collectivités locales... voilà une liste des mesures prises pour financer les subventions aux banques et aux grandes entreprises.

Se débarrasser de Sarkozy est une nécessité absolue quand on voit sa politique. Mais le pire est encore à venir ! Son choix est d'imposer l'austérité comme seul débat et d'être le plus radical sur ce terrain. Il répond surtout aux besoins des classes dominantes : leur seule option est d'imposer une défaite à la classe ouvrière de l'ampleur de celle qu'avait imposée Thatcher en Grande-Bretagne.

Pour tenter de démontrer qu'il n'y a pas d'autre politique possible, il brandit l'épouvantail de la Grèce

et ressasse le message suivant : si nous ne voulons pas subir le même sort, nous devrions tout accepter.

Avec la TVA antisociale, les patrons seront totalement ou partiellement exonérés du financement des allocations familiales, sur les salaires allant de 1,6 à 2,1 fois le SMIC. 13 milliards de cadeaux supplémentaires s'ajoutent aux exonérations dont les patrons bénéficient déjà. En contrepartie, la TVA, à taux dit « normal », qui était de 19,6 % passera à 21,2 %. C'est une nouvelle ponction sur le pouvoir d'achat des classes populaires. C'est l'existence même de la Sécu et de son financement par les employeurs, qui est en jeu.

Le patronat mène une guérilla incessante sur la question du temps de travail. Avec les accords « emplois-compétitivité » il aurait toute liberté pour augmenter le temps de travail pour le même salaire ou maintenir le temps de travail en baissant le salaire. Il s'agit là de la destruction d'un point fondamental du code du travail selon lequel le salaire et le temps de travail doivent s'inscrire dans un cadre collectif, et ne pas être à la merci de pressions et de chantages, entreprise par entreprise.

Sarkozy s'en prend aux chômeurs en leur imposant le travail obligatoire, via la formation obligatoire puis l'obligation d'accepter le premier emploi proposé, dans n'importe quelles conditions.

Se débarrasser de Sarkozy est une nécessité absolue. Mais le pire est encore à venir ! Son choix est d'imposer l'austérité comme seul débat.

Enfin, concernant l'éducation, il promet de casser l'école primaire, le collège et le lycée comme il a brisé le cadre national de l'enseignement supérieur. Il souhaite renforcer l'autonomie des établissements, notamment pour le financement et le recrutement des enseignants, renforcer le contournement de la carte scolaire. Le résultat ne pourra être qu'une augmentation des inégalités, une dégradation de la qualité de l'enseignement et une remise en cause des acquis des salariés de l'éducation.

Sarkozy va chercher de vieilles recettes autoritaires, avec sa proposition de multiplier les référendums ! Il prétend en appeler « au peuple » pour « dépasser les blocages de la société ». C'est pourtant bien lui qui a imposé le Traité constitutionnel européen en s'asseyant sur le refus de la majorité des électeurs !

Alors oui, dégager Sarkozy est une urgence sociale et démocratique.

...sans faire confiance à Hollande !

Côté pile, François Hollande déclare que son « véritable adversaire [...] c'est le monde de la finance » mais, côté face, il entend « donner du sens à la rigueur », réduire le déficit à 3 % du PIB en 2013 et équilibrer les comptes publics en 2017 par une réduction des dépenses de l'État. Les députés du PS s'abstiennent de voter

Globalement, les urgences sociales et écologiques sont absentes du programme du Parti socialiste.

contre le Mécanisme Européen de Solidarité et sur le pacte budgétaire. Hollande se situe, avec ses collègues socialistes des ex-gouvernements espagnol ou grec, sur le terrain de l'austérité.

Son programme ne prévoit rien pour prendre sur les profits et augmenter les salaires ou les recettes de l'État, rien pour lutter contre la précarité et contre le chômage, aucune mesure pour réduire le pouvoir des banques et des grands actionnaires. Ce sont toujours les mêmes recettes à coups de cadeaux aux entreprises. Elles ne font que renforcer les inégalités et alimenter la crise.

Sur l'une des attaques majeures du quinquennat de Sarkozy, la casse des retraites, la proposition de Hollande de permettre un départ à 60 ans ne concerne que ceux qui auraient 41 ans de cotisations. Pour le reste, il ne change rien. Globalement, les urgences sociales et écologiques sont absentes du programme du Parti socialiste. Alors que le système capitaliste engendre vagues de licenciements et explosion de la pauvreté, catastrophe nucléaire et pillage des ressources, les propositions du candidat socialiste ne permettront pas d'inverser le cours des choses.

Europe Écologie-les-Verts et Eva Joly, de leur côté, niant ce pourquoi une partie de la population les a soutenus, se sont mis d'accord avec le PS concernant le maintien du nucléaire. De plus, l'absence de planification et de mesures radicales contre les banques rend irréaliste leur programme, tout comme celui de Mélenchon.

Contre l'extrême droite

Surfant sur le discrédit des partis traditionnels et sur le désespoir, Marine Le Pen tente de se présenter en candidate des masses populaires. Le programme du FN maintient pourtant les principes traditionnels de l'extrême droite : protectionnisme effréné, préférence nationale, racisme, autoritarisme notamment contre le droit de grève et les organisations de défense des salariés.

La mise en pratique de ce programme mènerait à une société encore plus policière qu'elle ne l'est aujourd'hui, où les inégalités seraient la règle. La place prise par le FN constitue un point d'appui permanent pour la mise en place de lois répressives et racistes. Le FN reste, en dépit de son application à paraître plus fréquentable, un parti qui n'hésiterait pas à renouer avec les traditions fascistes de l'extrême droite française.

Un candidat anticapitaliste

Il faut dégager Sarkozy et la droite, il faut combattre l'extrême droite, mais on ne peut pas faire confiance à Hollande pour mener une politique radicalement différente. Il est plus que jamais indispensable de faire entendre une voix anticapitaliste, de défendre un programme qui, refusant les fausses solutions nationalistes ou productivistes, s'appuie sur les exigences portées par les résistances contre la crise.

Le NPA aurait voulu pour une candidature unitaire et anticapitaliste pour cette élection présidentielle, parce que face à l'offensive des capitalistes pour nous faire payer leur crise, il faut regrouper nos forces. Il a choisi de présenter Philippe Poutou, un militant, un ouvrier, pour défendre cette orientation.

Philippe Poutou porte donc un plan d'urgence contre la crise, des mesures de rupture avec ce système dominé par la recherche du profit, des mesures radicales pour prendre l'argent là où il est et construire une autre société.

Cette candidature se différencie des autres candidatures à la gauche du PS. Elle se différencie de celle de Nathalie Arthaud car Philippe Poutou défend la nécessité d'une riposte unitaire du monde du travail, d'un bloc contre la crise et l'austérité.

Elle se différencie aussi de celle de Jean-Luc Mélenchon. En effet, le Front de gauche cultive une ambiguïté permanente concernant ses rapports avec le Parti socialiste, Mélenchon affirmant qu'il ne participera pas à un gouvernement avec le PS tandis que le PCF se prépare à faire l'inverse... tandis que les différentes composantes du Front de Gauche soutiennent au jour le jour le PS quand il est au pouvoir dans les municipalités, les régions, etc. Ses options sont des demi-mesures, qui restent dans le cadre du système capitaliste. Le meilleur exemple est le refus de rompre avec le nucléaire, représentatif des liens qui existent entre le PCF et les lobbys pro-nucléaire.

Défendre un programme qui, refusant les fausses solutions nationalistes ou productivistes, s'appuie sur les exigences portées par les résistances contre la crise.

Le NPA défendra donc ses propres idées, tout en proposant à tous ces courants, si Hollande est élu, d'organiser une opposition de gauche à son gouvernement et sa majorité gouvernementale, contre l'austérité et la politique sociale-libérale aux ordres des marchés.

3. QUATRE MESURES D'URGENCE

La plupart des candidats donnent des garanties aux banques et au patronat de faire payer les classes populaires. Le principal outil idéologique pour vendre ce discours est de faire croire que les grands patrons et banquiers auraient les mêmes intérêts que les travailleurs.

C'est à cela que servent les discours sur le « protectionnisme » ou le « produisons et consommons français ». C'est aussi à cela que sert le déluge raciste autour du drame de la fusillade de Toulouse. Ce protectionnisme ne protège que les possédants et en rien les

populations. Il instille le poison violent de la guerre commerciale et du nationalisme, qui visent à faire de « l'étranger » le responsable de tous les maux, qui divisent celles et ceux qui devraient être uniEs. Oui, il faut se protéger, mais se protéger des patrons, des financiers, des capitalistes.

Philippe Poutou et le NPA défendent donc des mesures d'urgence face à la crise économique, sociale et écologique. Des mesures pour changer radicalement nos conditions d'existence. Ce sont aussi des mots d'ordre pour les mobilisations sociales, les grèves et les assemblées générales.

1 UN BOUCLIER SOCIAL POUR PROTÉGER LES SALAIRES, LES EMPLOIS, LA PROTECTION SOCIALE :

- L'augmentation des salaires et des revenus de 300 euros, un salaire minimum à 1700 euros, en prenant sur les profits
- L'interdiction des licenciements, la réduction massive du temps de travail, la création d'un million d'emplois dans les services publics
- Une retraite pleine et entière à 60 ans (55 pour les travaux pénibles) ou après 37,5 annuités, l'accès aux médicaments et aux soins gratuits

2 UNE FISCALITÉ ANTICAPITALISTE POUR FINANCER NOS MESURES :

- La suppression de la TVA sur les produits de première nécessité
- Un impôt sur la fortune élargi à la totalité du patrimoine, la taxation des revenus avec une tranche de prélèvement à 100 % à partir de vingt fois le SMIC, l'interdiction des stock-options. L'arrêt de toutes les exonérations de cotisations et cadeaux fiscaux, le relèvement de l'impôt sur les sociétés à 50 %

3 ARRÊTER DE FINANCER LES BANQUES, EMPÊCHER SPÉCULATEURS, BANQUIERS ET CAPITALISTES DE NUIRE :

- L'arrêt immédiat du paiement de la dette et de ses intérêts, intérêts qui représentent à eux seuls 50 milliards d'euros par an
- Une enquête publique, militante et populaire, notamment pour rendre publics les comptes des banques
- L'annulation de cette dette totalement illégitime, qui coûte 150 milliards d'euros par an
- La réquisition des banques et leur regroupement dans un monopole contrôlant le crédit sous contrôle des travailleurs

4 UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE RADICALE ET UNE PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE, PUBLIQUE, DÉMOCRATIQUE :

- La sortie du nucléaire en dix ans grâce au développement des énergies renouvelables
- La réquisition des groupes de l'énergie et leur contrôle par les salariés et les usagers
- La gratuité pour une consommation énergétique de base, des prix plus élevés pour les consommations excessives
- Une transition énergétique basée sur une planification des besoins socialement utiles

UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE

Le programme du NPA touche tous les secteurs de la société car, que l'on soit salarié, chômeur, en formation, agriculteur ou artisan, la crise du capitalisme accentue la dégradation de nos conditions de vie. Pour le NPA, quel que soit notre métier, quelle que soit notre origine, notre orientation sexuelle, il faut une égalité réelle. Cela implique des changements radicaux qui devront être imposés aux classes dominantes.

1. NOS EMPLOIS, NOTRE TRAVAIL, PAS LEURS PROFITS !

Interdire les licenciements et les suppressions d'emploi, répartir le temps de travail

Avec plus de 4,5 millions de chômeurs en France, de nombreuses familles ne peuvent vivre correctement. Un tiers des femmes travaille à temps partiel, avec des salaires et des retraites réduits d'autant.

Cette situation est absurde : il y a des millions de chômeurs, alors qu'une partie de la population manque de l'essentiel (logements,

transports publics, crèches...) ! Il y a largement assez de travail pour tout le monde.

Des conditions de travail dégradées et un fort taux de chômage exercent une pression pour accepter des conditions de travail toujours plus dégradées.

Nous voulons donc :

- ▶ L'interdiction des licenciements et des suppressions d'emploi
- ▶ Le partage du temps de travail entre toutes et tous, avec les 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire ni annualisation du temps de travail
- ▶ L'interdiction des temps partiels imposés

Nous voulons des emplois stables, le maintien du contrat de travail par la branche en cas de faillite.

► **Nous voulons** le remplacement des emplois précaires par des CDI. Concernant les petites entreprises, qui sont pour l'essentiel sous la domination de grands groupes qui absorbent les bénéfices, c'est à eux de garantir le maintien du contrat de travail en cas de faillite d'une petite entreprise de la branche.

► **Nous voulons** la titularisation des précaires dans la fonction publique et l'arrêt des suppressions de postes, qui se chiffrent à plus de 30 000 par an alors que les besoins sont criants, notamment dans l'éducation, la santé et dans des régions ou quartiers populaires abandonnés par l'Etat.

► **Nous voulons** donc un plan de création d'un million d'emplois dans la fonction publique.

Répartir autrement les richesses

Le nombre de pauvres en France s'élève à 8,2 millions, dont un million de retraités. 14 % des femmes vivent sous le seuil de pauvreté.

► **Nous voulons une augmentation de 300 euros net pour toutes et tous, et un revenu minimum à 1700 euros.**

L'appauvrissement de la population est le résultat de décisions : l'augmentation des impôts les plus injustes (TVA, CSG...), l'augmentation des cotisations sur les retraites, l'accroissement du chômage, les temps partiels et les emplois précaires... Depuis le début des années 80, la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de plus de 10 points au profit des actionnaires. Ce sont des milliards qui nous sont volés chaque année et que nous voulons récupérer.

► **Nous voulons la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité.**

Concernant les retraites, le déficit actuel est à rapporter aux 150 milliards de cotisations sociales que le patronat ne paie pas. Pour l'essentiel, le déficit de la Sécurité sociale est dû à la faiblesse des salaires et au chômage de masse : 1 % d'augmentation des salaires, 100 000 chômeurs/euses en moins et l'augmentation de 1 % de la cotisation patronale suffiraient pour apporter 9 milliards d'euros par an à la Sécurité sociale.

► **Nous voulons la retraite à 60 ans à taux plein** (55 pour les travaux pénibles) après 37,5 annuités de travail.

Émanciper le travail

En 2007, 720 000 accidents du travail ont été reconnus, dont 50 000 ayant causé des séquelles permanentes et 625 décès. Les maladies professionnelles

explosent. Les ouvrierEs sont les plus touchéEs, ainsi que les salariéEs des moyennes entreprises. C'est le résultat de l'augmentation des cadences de travail, de la pression pour répondre aux impératifs de profits. Fatigue, usure, stress, prises de risques avec des équipements dangereux sont les conséquences de cette logique. On nous oblige à travailler plus vite, plus longtemps, plus intensément, sur son temps de trajet, chez soi...

► **Nous voulons** la pénalisation systématique des employeurs en cas d'accident du travail ou de suicide lié de près ou de loin au travail et un principe de précaution concernant les produits dangereux pour les êtres humains ou la planète.

► **Nous voulons** le contrôle des salariés sur les finalités et l'organisation du travail. On devrait discuter la nécessité de nombreuses activités industrielles, comme l'armement ou les activités dangereuses pour les travailleurEs, les populations et l'environnement (produits chimiques, risques d'explosions...)

Les salariéEs sont les mieux à même de faire fonctionner les entreprises, parce qu'ils connaissent les machines, le temps nécessaire pour chaque tâche, la fatigue que cela procure. C'est à nous, salariéEs et population, de décider ce qu'il faut produire pour satisfaire les besoins sociaux tout en respectant la planète.

2. PRENDRE L'ARGENT LÀ OÙ IL EST !

Annuler la dette et saisir les banques

► **Nous voulons l'arrêt immédiat du paiement de la dette et de ses intérêts, qui représentent 50 milliards d'euros par an.** C'est une véritable arnaque, puisque les banques prêtent aux États à des taux compris entre 3 et 7 %... alors qu'elle empruntent à ces mêmes États, par le biais de la Banque centrale européenne, à 1 % !
► **Nous voulons une enquête publique, militante et populaire, notamment pour rendre publics les comptes des banques.** En effet, l'origine de la dette

n'est pas liée à une augmentation des dépenses de l'État, mais à la réduction de ses recettes à force de consentir des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises, puis des cadeaux aux banques.

Le mécanisme de la dette se répand maintenant à toutes les sphères de l'État, notamment depuis la privatisation de Dexia, la banque publique d'investissements. Collectivités locales, hôpitaux, universités commencent à faire faillite.

► **Nous voulons l'annulation de la dette publique, qui est totalement illégitime.** Chaque année, elle représente 150 milliards d'euros pour la France.

L'origine de la dette n'est pas liée à une augmentation des dépenses de l'État, mais à la réduction de ses recettes à force de consentir des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises, puis des cadeaux aux banques.

► Il faut retirer leur pouvoir de nuisance à la finance et aux banques. Pour cela, **nous voulons la réquisition des banques et leur regroupement dans un monopole contrôlant le crédit sous contrôle des salariés et de la population.**

Faire payer les riches

De l'argent pour appliquer nos mesures, il y en a ! Ceux qui gagnent plus de 500 000 euros par an ont vu leurs revenus augmenter de 70 % en trois ans !

► **Nous voulons la suppression de niches fiscales.** Rien qu'en annulant la dernière réforme de l'Impôt sur la fortune, ce sont 19 milliards d'euros qui seraient récupérés. Les stock-options et autres réductions d'impôts profitent aux plus riches, qui défalquent toutes sortes de dépenses.

► **Nous voulons l'augmentation**

de la progressivité de l'impôt sur le revenu. Le minimum serait une nouvelle tranche d'imposition à 100 % au-delà de 20 fois le SMIC. La simple suppression de tous les dispositifs destinés à alléger les impôts des riches rapporterait 150 milliards d'euros par an.

Prendre sur les profits

► **Nous voulons la taxation des bénéficières des sociétés à hauteur de 50 %.** Les seules entreprises du CAC 40 ont réalisé environ 100 milliards de bénéfices en 2011. Ce sont des sommes gigantesques qui doivent revenir aux salariés sous la forme d'augmentations de salaire, et/ou pour financer d'autres choix de société.

► **Nous voulons l'arrêt des exonérations de cotisations sociales.**

Les dispositifs dérogatoires ont représenté 172 milliards d'euros en 2010.

► **Nous voulons l'arrêt des aides aux entreprises et à leurs filiales.**

Elles représentent 65 milliards d'euros par an, l'équivalent du budget de l'éducation nationale ou des dépenses hospitalières. Seuls 9 % de ces aides touchent les PME, ce qui signifie qu'elles ont pour objectif essentiel de soutenir les grands groupes capitalistes, les mêmes qui font des profits et ne paient que peu d'impôts ou de cotisations sociales.

3. NOS SERVICES PUBLICS NE SONT PAS À VENDRE !

Droit à l'éducation

De la maternelle à l'université, les dernières réformes ont comme objectif de casser les garanties collectives ; réduire la qualité de l'éducation par les suppressions de postes dans le public ; remettre en cause le statut des fonctionnaires. Les diplômes sont d'ailleurs de plus en plus liés à des entreprises ou des métiers très précis, ce qui restreint les possibilités de faire valoir son diplôme sur le marché du travail.

► **Nous voulons donc l'abrogation des réformes LMD, LRU, de la loi Fillon de 2005, de la masterisation des concours et l'arrêt des suppressions de postes.**

► Il faut faire exactement l'inverse. **L'éducation doit être gratuite de la maternelle à l'université**, offrir des diplômes de qualité avec une valeur nationale. Il faut embaucher 150 000 enseignants.

► L'éducation doit être émancipatrice : les élèves ne doivent pas être cantonnés à des compétences séparées les unes des autres mais apprendre à penser de manière autonome. **Les programmes doivent être refondus à tous les niveaux sous le contrôle croisé des enseignants, des parents et des élèves.**

Les soins sont de moins en moins accessibles et d'une qualité dégradée, en raison de la fermeture de centres, du manque de personnels, de la privatisation des secteurs les plus rentables.

► Les stages doivent être rémunérés à hauteur du SMIC.

► De même, la recherche ne doit pas être adaptée aux besoins immédiats des entreprises. Ce serait la mort de la recherche fondamentale et, de plus, ce n'est pas au public de payer pour le privé !

L'accès à la santé

► Une personne sur quatre renonce à des soins pour des raisons financières. Les franchises, les dépassements d'honoraires, la baisse des remboursements par la Sécu, l'augmentation des tarifs des complémentaires rendent la santé de plus en plus chère. **Nous voulons le remboursement à 100 % de tous les soins par l'Assurance maladie.**

De plus, ils sont de moins en moins accessibles et d'une qualité dégradée, en raison de la fermeture de centres de proximité, de la pénurie de personnels, de la privatisation des secteurs les plus rentables.

► **Nous voulons l'arrêt des restructurations hospitalières, l'abrogation de la loi Bachelot, le maintien des hôpitaux de proximité avec urgences, maternité et chirurgie, un plan de création de 120 000 emplois dans les hôpitaux, l'expropriation des cliniques privées et des trusts pharmaceutiques et leur intégration au service public.**

Se loger, un besoin vital

Trois millions de personnes sont très mal logées (sans logement, à l'hôtel, en camping à l'année, etc.) et cinq millions de personnes sont mal logées ou en difficulté (en sur-nombre, hébergées par de la famille, en impayés de loyer, etc.). Chaque année, 300 personnes meurent de vivre dans la rue. Le besoin estimé en nombre de logements sociaux est de 1 million.

Mais la France n'a jamais eu autant de logements vides, qui servent à la spéculation, tandis que les banques

Aux États-Unis et en Espagne, les prêts avec hypothèques, que Sarkozy souhaite généraliser, ont conduit à la misère des centaines de milliers de familles.

s'enrichissent avec les prêts pour l'accès à la propriété. Aux États-Unis et en Espagne, les prêts avec hypothèques, que Sarkozy souhaite généraliser, ont conduit à la misère des centaines de milliers de familles.

► **Nous voulons la réquisition des logements vides, la construction de 200 000 logements sociaux par an, l'arrêt des ventes de HLM, la renationalisation des HLM vendus et le blocage des loyers pour les limiter à 20 % du revenu.**

Transports

L'organisation du transport des personnes et des marchandises est une urgence sociale et écologique : le budget transport représente le deuxième poste des dépenses des ménages. Des millions de salariés sont obligés de prendre la voiture pour se rendre à leur travail, avec un coût financier et écologique absurde.

Des quartiers entiers sont totalement enclavés : pour accéder à une autre ville, à un cinéma ou un théâtre, les temps de trajet sont très longs... quand la police ne bloque pas l'accès aux jeunes.

► **Nous voulons développer massivement des transports en commun gratuits et publics, de proximité et de qualité et rapprocher habitations et lieux de travail. Nous voulons le financement par les entreprises de la totalité des déplacements vers le lieu de travail.**

4. DÉMOCRATIE ET CULTURE

Une démocratie réelle, maintenant !

On ne nous demande jamais notre avis sur les choix essentiels : l'organisation du travail, les subventions aux banques, les retraites, etc. Nous ne sommes consultés que tous les cinq ans pour choisir un individu comme président, avec des pouvoirs gigantesques, notamment dans le domaine militaire, et des députés hors de contrôle.

► **Nous voulons la suppression de la fonction présidentielle et la suppression du Sénat, qui n'est pas élu démocratiquement.**

► **Nous voulons la proportionnelle intégrale**, qui permettrait de représenter les différentes orientations politiques.

Sarkozy veut nous faire croire qu'il va améliorer la situation en mettant en place des référendums. Mais c'est pire encore : le référendum, c'est consulter sur une question sortie du contexte économique, politique, une question choisie par le président lui-même, à un moment lui aussi choisi par le pouvoir.

► Pour nous, une démocratie réelle, ce serait la possibilité de décider à tous les échelons – local, régional ou national – de ce qui nous concerne, de **révoquer les élus qui ne respectent pas leur mandat**, que les élus fassent partie de la société au lieu d'en être

Pour nous, une démocratie réelle, ce serait la possibilité de décider à tous les niveaux, local, régional ou national, de ce qui nous concerne

sortis comme aujourd'hui, en continuant à travailler à temps partiel et **en recevant le salaire moyen.**

Libérer les médias des capitalistes

L'emprise des grands groupes capitalistes sur les médias prend une nouvelle dimension avec la place prise par les médias et les technologies comme internet.

La concurrence dégrade la qualité culturelle des émissions et les conditions de travail des journalistes et techniciens. L'accès à la culture est limité sous prétexte de défendre les droits d'auteur, les auteurs indépendants sont dans la précarité alors que TF1 a réalisé 33 millions d'euros de profits en 2010...

► **Nous voulons l'arrêt de la concentration des médias et l'interdiction de posséder plusieurs groupes de médias.**

► Les médias sont actuellement au service de la classe dominante : ils stigmatisent les grèves, les jeunes des quartiers populaires, rendent

invisibles les classes populaires et les mouvements sociaux, ils légitiment le système, valorisent la recherche de l'argent, du pouvoir et les concurrence entre les individus, ils entretiennent une image dégradée des femmes et valorisent les schémas sexuels patriarcaux, etc. **Nous refusons la mainmise du CSA, nous voulons un organisme démocratique de contrôle des médias.**

Partage de la culture

Dans le domaine de la culture aussi, c'est l'argent qui fait la loi : les grands groupes promeuvent leurs productions, certains artistes gagnant des fortunes colossales, tandis que d'autres ne peuvent ni produire leurs créations ni vivre décemment.

L'accès aux œuvres comme l'accès à la formation artistique et aux

pratiques créatives sont des missions de service public. Ils doivent être garantis pour tous et toutes.

► **Nous voulons un réseau culturel public de proximité pour promouvoir la création**, avec une liberté de création, parce que l'expression artistique est aussi là pour déranger, pour subvertir. Il faut promouvoir l'échange, parce que les cultures minoritaires ou extra-occidentales sont un enrichissement pour tous.

► **Nous voulons la liberté complète de diffusion.** La rémunération des professionnels doit être pensée hors de la privatisation de la culture, et pour la liberté d'accès, parce que les barrières, financières et sociales qui séparent le public des artistes doivent être abattues. La loi Hadopi doit être abrogée, les droits d'auteur doivent être refondus, pour garantir des conditions de vie décentes à tous les artistes.



© Photothèque Rouge / JMB

5. POUR SAUVER LA PLANÈTE, IL Y A URGENCE !

Le mode de gestion de la société, livrée à la dramatique inconscience des marchés, menace l'humanité. Pour le NPA, préoccupations sociales et écologiques sont étroitement imbriquées.

► **Nous voulons sortir du nucléaire en 10 ans !** C'est nécessaire et possible, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Cela nécessite le développement massif des énergies renouvelables, couplé à un vaste plan d'économies d'énergie.

► **Nous voulons un service public de l'énergie cogéré par les salariés et les usagers.** Afin de favoriser à la fois la démocratie, et la meilleure indépendance énergétique des territoires, nous sommes favorables à une gestion la plus locale possible de la production et de l'approvisionnement.

Cela nécessite un service public européen avec une mutualisation des productions, mais aussi des sites de stockage afin d'assurer un approvisionnement constant.

► **Nous voulons le transfert gratuit de technologies des énergies renouvelables vers les pays du Sud, permettant un développement écologiquement viable.**

► **Nous voulons une baisse rapide du recours aux énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz).** Cela nécessite

Nous voulons sortir du nucléaire en dix ans ! C'est nécessaire et possible avec le développement des énergies renouvelables.

de développer massivement les transports en commun gratuits, d'entamer la reconversion industrielle des secteurs les plus polluants : pétrochimie vers le renouvelable, automobile vers la production de véhicules propres et de transports collectifs, etc. De plus, il faut rénover et isoler l'habitat et recourir aux modes de chauffage fonctionnant à l'énergie renouvelable ou par cogénération.

Il faut rapprocher l'agriculture des lieux de consommation, en réorientant la production vers les besoins locaux et régionaux, interdire progressivement l'emploi des engrais et pesticides chimiques et aller vers la généralisation de l'agriculture biologique, interdire les OGM en plein champ, et garantir le droit d'accès à la terre pour les petits paysans.

► **Nous voulons la réquisition et la mise sous contrôle des grands groupes de l'énergie.** Nous pouvons créer des centaines de milliers d'emplois,

dans l'industrie, dans les énergies renouvelables et dans l'agriculture, mais aussi maintenir les emplois du nucléaire pour le démantèlement des centrales et une gestion sérieuse des déchets existants. Mais la loi du marché s'y oppose frontalement.

C'est pourquoi il faut exproprier sans indemnité ni rachat les groupes privés capitalistes de l'énergie, de l'eau et de l'agro-alimentaire. Cela permettra la mise en place d'une planification écologique décidée et contrôlée par les travailleurs et la population.

6. GARANTIR L'ÉGALITÉ DES DROITS !

Oppressions, discriminations : ils nous divisent pour mieux nous exploiter !

Le système capitaliste s'est réapproprié un système de domination qui l'a précédé : le système patriarcal. Celui-ci nous divise en accordant aux hommes la domination sur les femmes. Il participe au maintien de l'oppression et de l'exploitation de manière générale. De plus, il s'accompagne d'une survalorisation de l'hétérosexualité et de discriminations à l'encontre des autres sexualités.

► Les avantages pour les capitalistes sont multiples. La cellule familiale est fondée sur le travail domestique gratuit des femmes. Ce sont essentiellement elles qui prennent en charge l'entretien de la famille, l'alimentation, le soin des enfants, des malades, et des personnes âgées. Elles subissent les conséquences de

la remise en cause systématique des services publics (cantines, crèches, maisons de retraite, hôpital, etc.). **C'est pourquoi nous revendiquons de véritables services publics pour les personnes âgées et la petite enfance, notamment la création de places en crèche à hauteur des besoins, l'accès à la maternelle dès 2 ans.**

Au travail aussi, nous voulons l'égalité !

► La précarité, le temps partiel imposé, le harcèlement moral et sexuel, le chômage et les attaques contre les retraites touchent plus particulièrement les femmes. Les salaires des femmes sont inférieurs de 27 % à ceux des hommes, alors même que les situations de femmes seules avec enfants se multiplient. L'inégalité salariale permet de maintenir la pression sur les salaires, de mettre les salariéEs en concurrence, et empêche les femmes d'acquérir

leur indépendance. **Une véritable politique d'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes doit être imposée aux entreprises.**

Nos corps nous appartiennent

► Le droit de disposer librement de leur corps a été gagné grâce aux luttes des femmes. Aujourd'hui, ce droit est remis en cause par les intégristes et l'extrême droite, mais surtout par les mesures gouvernementales contre le système de santé et la sécurité sociale : contraceptions et protections non remboursées, fermeture de maternités et de centres d'IVG (interruption volontaires de grossesse)... **Toutes les contraceptions et toutes les protections ainsi que les pilules du lendemain et l'IVG doivent être accessibles et gratuits.**

Homos, hétéros, bi, trans, intersexes : égalité des droits !

► Nous voulons pour toutes et tous, les mêmes droits : femmes et hommes, homos et hétéros, notamment pour le mariage l'adoption, la procréation médicalement assistée, la parentalité, le droit de donner son sang et ses organes. Les transexuelEs doivent pouvoir changer d'état-civil et/ou

de numéro de Sécu, sans passer par un parcours psychiatrique, par une opération chirurgicale ou une stérilisation et les intersexuéEs ne doivent pas être mutiléEs à la naissance pour les faire correspondre à un sexe ou un autre. De même, la mention du genre doit être supprimée de la carte d'identité.

Non aux violences !

► Ce système est légitimé et entretenu par une éducation différenciée et discriminante dès l'enfance. L'idée que les hommes seraient supérieurs aux femmes, auraient tous les droits sur elles, et qu'un couple doit être impérativement composé d'un homme et d'une femme est encore très présente. Pour changer les mentalités, **il faut une véritable politique de lutte contre les discriminations et l'idéologie sexiste** avec notamment des cours d'éducation à la sexualité dans les collèges et lycées qui prennent en compte la diversité des pratiques, des sexualités et des identités.

► Les violences psychologiques, physiques et sexuelles envers les femmes, les homosexuelEs, et toutes les personnes qui ne sont pas jugées conformes à ces normes (bisexuelEs, transgenres, intersexuéEs) font également parti de ce système de domination. Pour lutter contre ces violences, **nous voulons une véritable loi-cadre contre les**

violences faites aux femmes avec les moyens nécessaires à la prévention et à l'éducation.

Non à la répression

La prostitution touche des dizaines de milliers de personnes, dont plus de 20 000 étudiantEs. Les prostituées sont les victimes d'un système que

nous combattons. Nous voulons donc des droits pour leur défense et pour les aider à sortir de la prostitution : protection sociale, logement, titre de séjour, justice, droit d'association, formation, une aide réelle pour celles et ceux qui veulent en sortir, l'abandon des politiques répressives (délit de racolage, pénalisation des clients), qui les mettent en danger, et combat contre les réseaux mafieux et proxénètes qui prolifèrent sur la misère.

7. CONTRE LE RACISME ET L'IMPÉRIALISME

Le développement des politiques discriminatoires et sécuritaires à l'échelle nationale, européenne ou mondiale sont l'autre face des politiques des classes dominantes. En France, les sans-papiers et les habitants des quartiers populaires sont aujourd'hui au croisement de toutes ces questions.

À l'échelle nationale :

► **Nous voulons la régularisation permanente et immédiate de tous les sans-papiers, travailleurs ou pas.**

Cette mesure est indispensable sur le chemin d'une égalité pleine et entière des droits sociaux et politique avec les travailleurs français. La liberté de circulation et d'installation en est la conséquence logique.

► **Nous exigeons l'abrogation de l'in vraisemblable empilement législatif anti-immigrés que la droite et la gauche ont édifié.** Celui-ci est

inséparable d'une politique sécuritaire qui criminalise le mouvement social et fait reculer les libertés. Mais ses premières victimes sont les sans-papiers, les Roms et les habitants des quartiers populaires.

► **Nous voulons l'abrogation de toutes les lois « sur le voile » stigmatisant les musulmans,** qui sont la cible prioritaire des attaques racistes, et la mise en œuvre d'une laïcité qui ne soit pas le faux nez de l'islamophobie. Depuis le 11 septembre 2001, les musulmans servent de nouvel ennemi mondial dans un prétendu « choc des civilisations » et une prétendue guerre « contre le

terrorisme ». Ils servent de nouvel ennemi intérieur.

► **Nous demandons la fin de l'impunité policière, qui se résout toujours dans le sang de jeunes et moins jeunes issus de l'immigration.** Par exemple, nous demandons la dissolution des BAC et le désarmement de la police. Mais aussi l'arrêt de la destruction des camps de Roms, la fin de la traque et des rafles de sans-papiers.

Au niveau international :

► **Nous exigeons le retrait des troupes françaises de tous les pays étrangers (en particulier la Françafrique et l'Afghanistan),** la dissolution de l'OTAN, la réduction du budget militaire à sa plus simple expression, la dissolution de l'armée permanente et l'abandon de l'arme nucléaire. Les moyens ainsi dégagés seront utilisés pour le développement de l'éducation, de la santé, de la recherche.

► **Nous voulons remettre en cause tous les accords bilatéraux de « coopération » ou de « co-développement » avec les pays du sud, en particulier les mécanismes de la « françafrique ».** Ils imposent des politiques ultralibérales au détriment de la satisfaction des besoins de base, imposent la présence des multinationales occidentales, le paiement des milliards de la dette, la

Le développement des politiques discriminatoires et sécuritaires à l'échelle nationale, européenne ou mondiale sont l'autre face des politiques des classes dominantes.

coopération à l'expulsion des migrants, avec comme seule contrepartie une « aide » dérisoire, trois fois inférieure à ce que les sans-papiers envoient dans leur pays en liquide...

► **Nous demandons l'abrogation de tous les accords et dispositifs européens relatifs à l'immigration** (comme Dublin II et Frontex). Ils sont l'expression directement policière d'un Europe Forteresse.

► **Nous défendons le droit pour tous les peuples, y compris ceux des colonies que sont les DOM-TOM, à l'autodétermination,** à la maîtrise de leurs terres, sous-sol, matières premières et industries, aujourd'hui détenues notamment par les grands groupes français. La restitution aux peuples concernés des biens détenus en France par les dictateurs et leurs familles. L'abolition de leur dette est une mesure indispensable au retour de leur souveraineté.

► **Nous voulons mettre fin à la structure inique du Conseil de Sécurité de l'ONU** (en particulier abroger le droit de veto des « grandes puissances »), et la dissolution pure et simple de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale.

► **Nous voulons développer la solidarité internationale par rapport au processus révolutionnaire dans la région arabe**, contre toutes les forces qui veulent écraser ou récupérer ce processus.

► **Face à l'oppression sans fin dont il est victime, nous nous associons aux campagnes pour la solidarité avec la**

lutte du peuple palestinien : la levée du blocus de Gaza, le droit au retour des réfugiés, la fin de la politique de colonisation, la destruction du mur de la honte, le retour aux frontières de 1948, et l'arrêt de toute la politique d'apartheid de l'État d'Israël, soutenue par les grands pays impérialistes, les USA en tête.

8. JEUNES : NOUS NE SERONS PAS LA GÉNÉRATION SACRIFIÉE

Le gouvernement et la classe dominante veulent faire payer la crise aux jeunes générations.

► À court terme, en nous faisant payer la dette : les suppressions de postes et les déréglementations dans l'Éducation sont centrales dans les plans d'austérité. Dans les lycées, on ne compte plus les classes à plus de 35 voire 40 élèves, les fermetures de filières ou d'options... Une quinzaine d'universités ont annoncé leur faillite budgétaire. La faute à une autonomie qui les met en concurrence, les oblige à fusionner, à mutualiser leurs moyens et va faire fermer les plus petites.

Mais la classe dominante agit aussi à long terme pour faire baisser le coût du travail.

► Les jeunes sont dans la ligne de mire pour tirer tous les salaires vers le

bas. Sarkozy prétend qu'il est normal d'avoir un boulot mal payé et précaire, en stage (210 € par mois pour un mi-temps), en apprentissage (25 % du SMIC en première année pour les moins de 18 ans), en CDD, en intérim... On nous dit que ce serait mieux que le chômage. Mais les stages, par exemple, représentent aujourd'hui l'équivalent de 100 000 emplois à temps plein. Huit jeunes sur dix sont embauchés en contrat dit « atypique ». Autant de vrais boulots qui sont ainsi remplacés !

► Les solutions de Hollande ne sont pas meilleures. Son « contrat de génération » conduit à une double exonération de cotisations sociales pour les employeurs, soit à peu près 4 500 euros par contrat en cadeau aux patrons. Autant d'argent qui n'ira pas à la Sécu, aux retraites, à l'assurance maladie... Hollande veut aussi créer 150 000 « emplois d'avenir pour l'insertion des jeunes », des contrats précaires, dérogoatoires au droit du travail... Un « CPE de gauche ».

Le mouvement des Indignés, les révoltes dans les quartiers populaires, les grèves lycéennes et étudiantes ou celles des jeunes précaires... Tout cela fait peur à la classe dirigeante. Elle veut donc briser nos capacités de résistance.

► Les contrôles policiers sont un véritable harcèlement pour les jeunes, notamment les enfants d'immigrés. Les dispositifs sécuritaires pénètrent jusque dans les établissements scolaires, avec la vidéo-surveillance, les portiques de sécurité, les « policiers référents ».

► Les jeunes sont infantilisés. Ils n'ont pas le droit de s'exprimer, de manifester, de faire grève. Les interventions policières sur les blocages de lycées ou d'universités sont systématiques.

► Avec la précarité, pas question non plus de prendre son indépendance, de s'émanciper de sa famille et de vivre sa sexualité librement...

► Les jeunes doivent pouvoir se former, faire leurs choix d'études et de vie et chercher un premier emploi sans dépendre de leur famille ou d'un petit boulot. Il faut donc une allocation d'autonomie, à hauteur du SMIC, financée comme les retraites par des cotisations sociales et gérées par des jeunes et des salariés élus. Ainsi, on ne sera plus obligé d'accepter n'importe quoi et on forcera les entreprises à embaucher dans des conditions décentes.

► Il faut des moyens pour l'éducation et l'enseignement supérieur, créer des postes à hauteur des besoins, garantir des diplômes nationaux et de qualité.

► Contre l'encadrement et l'infantilisation des jeunes, il faut désarmer la police, supprimer les centres d'enfermement, légaliser le cannabis. Il faut reconnaître le droit de grève pour les lycéens et les étudiants et donner le droit de vote dès 16 ans.

Si nous voulons améliorer les conditions de travail de tous et de toutes, il faut imposer l'égalité des droits.

► Il faut imposer la rémunération des stagiaires et des apprentis à hauteur de la convention collective de leur branche, jamais en-dessous du SMIC ; interdire tous les emplois précaires, transformer les CDD et contrats d'intérim en CDI et tous les temps partiels non voulus en temps pleins.



© Photothèque Rouge/Torres



CHANGER LE MONDE

1. POUR UN SOCIALISME DU VINGT-ET-UNIÈME SIÈCLE

Licenciements et délocalisations, bas salaires, précarité, pauvreté et misère : ces maux qui minent la société sont la conséquence d'un système économique fondé sur la recherche du profit maximum au service d'une minorité de privilégiés – banquiers, patrons et actionnaires. Le capitalisme provoque aussi une crise écologique sans précédent, qui commence à menacer les conditions mêmes de la vie sur la Terre.

C'est pourquoi nous sommes anti-capitalistes et défendons un projet de société alternatif : le socialisme. Celui-ci n'a rien à voir avec les dictatures bureaucratiques qui en avaient usurpé le nom, dans l'ex-URSS et ailleurs. Il signifie au contraire la possibilité pour la population de prendre ses affaires en main, une véritable démocratie qui ne s'arrête pas à la porte des entreprises mais

englobe la sphère de la décision économique (que produire, où, comment et dans quel but), et en permettant une appropriation collective des ressources et des richesses. Les mesures d'urgence face à la crise, le plan de défense des salariés et de la population que nous proposons dans cette campagne sont des pas dans la voie d'une telle transformation sociale et écologique.

Mais « pourquoi voter pour vous alors que vous refusez de gouverner ? » Ce que nous ne voulons pas et ne ferons pas, c'est participer ou soutenir un gouvernement ou une majorité parlementaire qui ne réglerait aucun des graves problèmes que rencontrent les classes populaires et appliquerait des plans d'austérité pour sauver le système capitaliste. François Hollande, le PS et ses alliés n'ont pas d'autre perspective que cette politique,

celle qui a déjà été menée, avant eux, par les « socialistes » grecs, espagnols ou portugais.

Nous luttons pour un gouvernement des travailleurs et de la population qui n'hésitera pas à s'en prendre aux intérêts des capitalistes pour augmenter les salaires, créer des emplois et défendre les services publics, annuler la dette publique illégitime et s'emparer des banques.

Une telle transformation ne pourra pas être menée dans le cadre des institutions actuelles. Un gouvernement des travailleurs ne peut voir le jour que s'il y a de fortes mobilisations, et si les travailleurs, les jeunes se mobilisent et s'organisent : un gouvernement ne défendra nos intérêts que s'il s'appuie sur les travailleurs mobilisés eux-mêmes, sinon il ne pourra rien faire ou, pire, il nous trahirait comme l'a fait la gauche traditionnelle par le passé.

Il est clair que pour mettre en place les mesures que nous défendons, il faudra une mobilisation d'ampleur,

Une véritable démocratie qui ne s'arrête pas à la porte des entreprises mais englobe la sphère de la décision économique.

comme en 36 ou en 68... comme au moment des retraites mais en allant jusqu'au bout, jusqu'à une grève générale. Tous nos droits, politiques ou sociaux, ont été gagnés lors de grandes mobilisations ou de révolutions : le droit de vote, les congés payés, la Sécu... Des revendications simplement vitales pour le monde du travail comme l'augmentation de 300 euros de tous les revenus, le retour aux 37,5 annuités de cotisation ou l'interdiction des licenciements, ne pourront être arrachées que par une lutte d'ensemble.

Mais une grève générale, ça ne tombe pas du ciel. Il faut la préparer, en commençant par fédérer les luttes actuelles.

2. UN PROJET EUROPÉEN ET INTERNATIONALISTE

De même, il faudra rompre avec les institutions européennes actuelles pour engager la construction d'une autre Europe, démocratique, des travailleurs et des peuples. La crise de l'euro, les méfaits anti-sociaux et anti-démocratiques de la troïka (Union européenne, Banque

centrale européenne, Fonds monétaire international) et du « directoire franco-allemand » de l'UE mettent en évidence l'échec d'une « construction européenne » qui s'est faite dès l'origine contre les peuples.

L'Union européenne et l'euro ont aujourd'hui un double effet dévastateur. Ils servent de cadre à

une offensive destinée à faire payer aux classes populaires la crise du capitalisme. Ils mettent gravement en danger l'idée européenne, les sentiments de solidarité et l'objectif d'une collaboration fraternelle entre les peuples du continent.

À cette Europe comme aux préjugés nationalistes, nous opposons la solidarité des travailleurs, des jeunes, des exclus, la perspective d'une lutte commune, radicale et massive des classes populaires des différents pays d'Europe contre l'austérité et ce capitalisme en crise. Contre Sarkozy, contre Le Pen et à la grande différence, contre d'un Hollande, nous sommes inconditionnellement avec les Indignés de l'État espagnol, avec les salariés et la jeunesse de Grèce qui mènent une résistance exemplaire face au plan des capitalistes européens consistant à les réduire à la misère.

Nous sommes européens et, plus généralement, internationalistes. Nous appelons les travailleurs et la jeunesse à se tenir aux côtés des populations arabes dont les révolutions, conduites au nom des revendications de liberté, de dignité et de travail, ont déjà renversé plusieurs dictatures sanglantes. Quelles que soient les difficultés de ces processus en cours, et elles sont nombreuses, nous assistons à de formidables mouvements populaires qui viennent rappeler que, lorsque les masses se mettent en mouvement, elles peuvent tout balayer sur leur passage. Pour leur exprimer notre soutien, nous devons en premier lieu combattre les manœuvres de nos propres gouvernants, des banques et des grandes entreprises françaises dont ils sont les fondés de pouvoir, et qui continuent d'exploiter ces pays où leurs intérêts sont puissants.

3. ORGANISONS-NOUS !

Donnons-nous les moyens d'atteindre tous ces objectifs ! Aujourd'hui, ce sont le gouvernement et les classes dominantes qui sont à l'offensive, qui répriment les mobilisations et accélèrent les mesures antisociales. Il y a urgence à s'organiser. Il s'agit de construire les organisations syndicales et des structures se battant sur des terrains spécifiques : parents d'élèves, sans-papiers, LGBT, femmes, lutte contre le FN...

Mais il y a aussi une urgence à s'organiser sur le plan politique. Les capitalistes sont organisés à tous les niveaux (dans le MEDEF, le G8, le G20...) et tous les gouvernements mènent des politiques à leur service. Nous devons nous aussi nous organiser pour combattre ce système à tous les niveaux. Il nous faut un outil qui nous permette de comprendre le fonctionnement de la société, un outil qui nous permette de résister à l'idéologie dominante,

de nous forger nos propres convictions, un outil qui nous permette de lutter ensemble pour défendre les intérêts de la très large majorité des habitantEs de la planète. Pour nous le NPA est l'ébauche de cet outil.

Aujourd'hui face aux réformes de Sarkozy et de son gouvernement, nous n'avons pas été assez forts pour gagner. Mais des victoires partielles ont pu être obtenues localement, contre des expulsions, contre des licenciements, pour des augmentations de salaires, contre la fermeture d'hôpitaux ou de centre IVG. Face à la droite, il sera toujours nécessaire de lutter. Dégager Sarkozy et sa bande, c'est le « minimum syndical ». Si Hollande gagne les élections, il ne faudra pas compter sur le PS et ses alliés pour défendre les intérêts de la majorité de la population. Encore

Construire les fronts de résistance avec toutes celles et tous ceux qui veulent agir contre les mesures d'austérité.

une fois, nous ne devons compter que sur nos propres forces pour imposer l'abrogation des réformes antisociales de la droite ou pour imposer de nouveaux acquis sociaux.

Quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes, il faudra nous mobiliser, construire les fronts de résistance les plus larges possible, avec toutes celles et tous ceux qui veulent agir contre les mesures d'austérité et les politiques antisociales et antiécologiques, sans exclure personne ni aucune organisation.

POUR PRENDRE CONTACT

ENVOYEZ VOS COORDONNÉES PAR COURRIER À :

NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil **ou par mail à :** ecrire@npa2009.org

Nom / Prénom :

Ville :

Mail :

Tél. :

Je souhaite **soutenir** ou **être tenuE informéE** sur la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle de 2012.

AUX CAPITALISTES DE PAYER LEURS CRISES!

« Nos vies
valent plus
que leurs
profits! »

VOTEZ PHILIPPE
POUTOU



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Ouvrier candidat

WWW.POUTOU2012.ORG